



# Projet de loi de règlement pour 2019

Albéric de Montgolfier, rapporteur général

Commission des finances

Mercredi 17 juin 2020



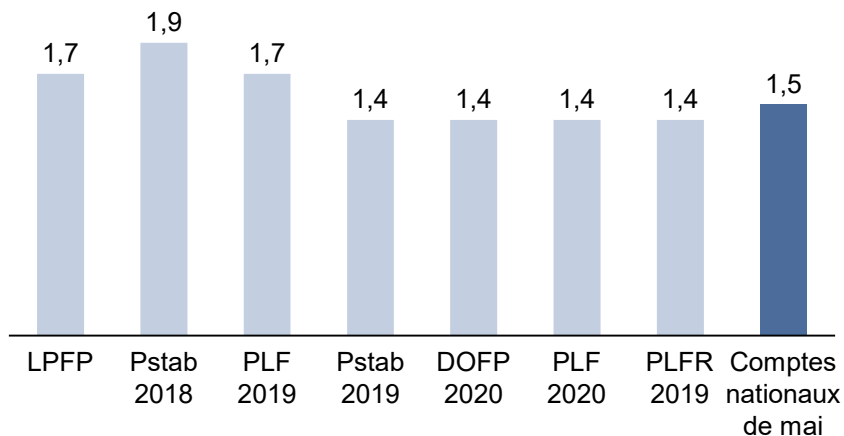
The image shows a grand, semi-circular assembly hall, likely a legislative chamber, with a red overlay. The room features ornate architecture, including a central stage with statues and a clock. The text is centered in white, bold font.

**Une croissance annuelle solide qui  
masque un essoufflement rapide de  
l'activité en cours d'exercice**

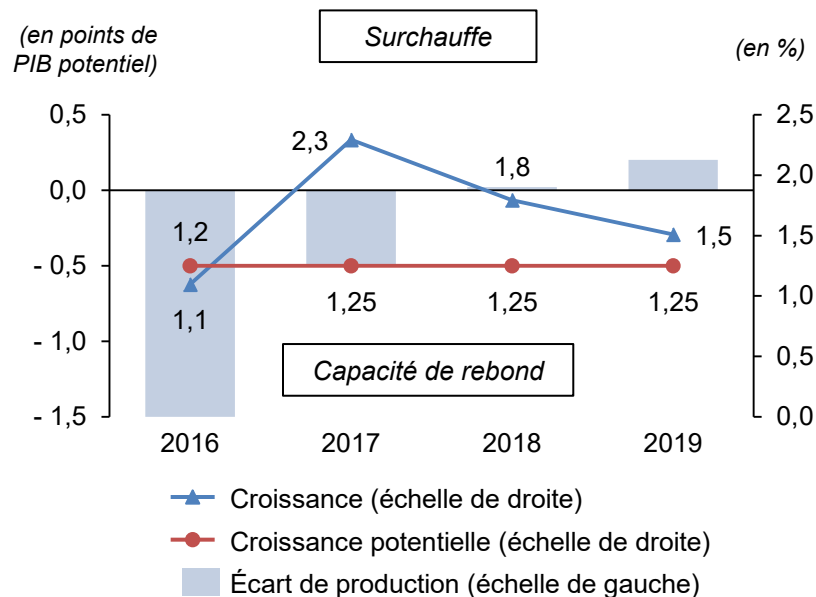
# Le Gouvernement a bénéficié d'une « croissance de rattrapage » pour la troisième année consécutive

## Comparaison des prévisions de croissance et de l'exécution pour 2019

(taux d'évolution en volume)

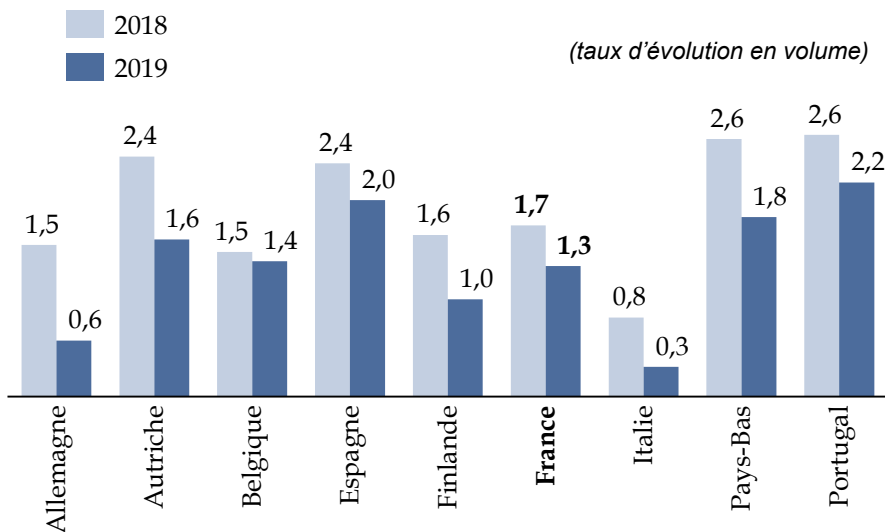


## Évolution de l'écart de production, de la croissance et de la croissance potentielle depuis 2016 dans le scénario gouvernemental



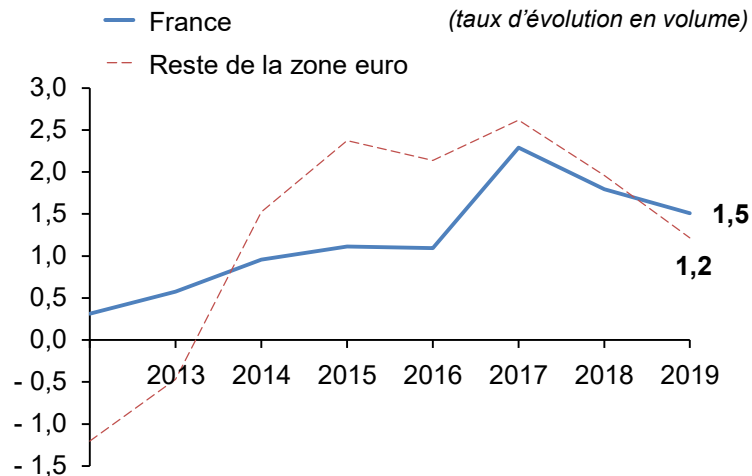
# La France a mieux résisté au ralentissement mondial que le reste de la zone euro

## Croissance du PIB au sein des principaux pays de la zone euro en 2018 et 2019



Source : commission des finances du Sénat (d'après les données de la base Ameco de la Commission européenne)

## Comparaison de la croissance du PIB en France et dans le reste de la zone euro

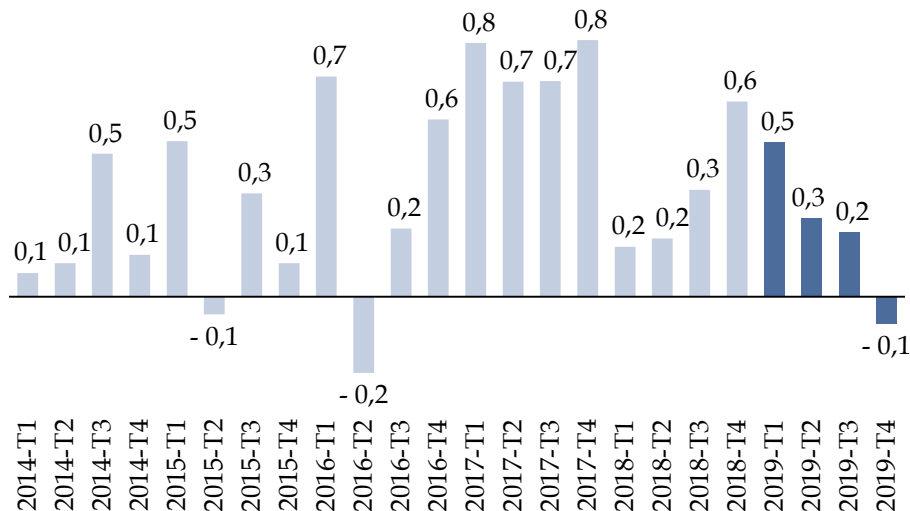


Source : commission des finances du Sénat (d'après les données de la base Ameco de la Commission européenne)

# Un net recul de l'activité pouvait néanmoins être observé avant même le déclenchement de la crise sanitaire, ce qui pèsera sur l'exercice 2020

## Croissance du PIB trimestriel depuis 2014

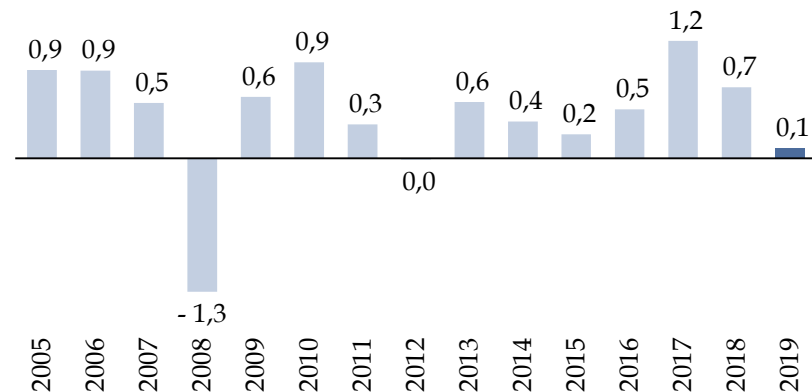
(taux d'évolution du PIB en volume)



Source : commission des finances du Sénat (d'après les données de l'Insee)

## Acquis de croissance à la fin de l'exercice

(taux d'évolution du PIB en volume)



Note de lecture : la croissance 2020 s'élèverait à 0,1 % si l'activité restait au niveau du dernier trimestre 2019 tout au long de l'exercice.

Source : commission des finances du Sénat (d'après les données de l'Insee)

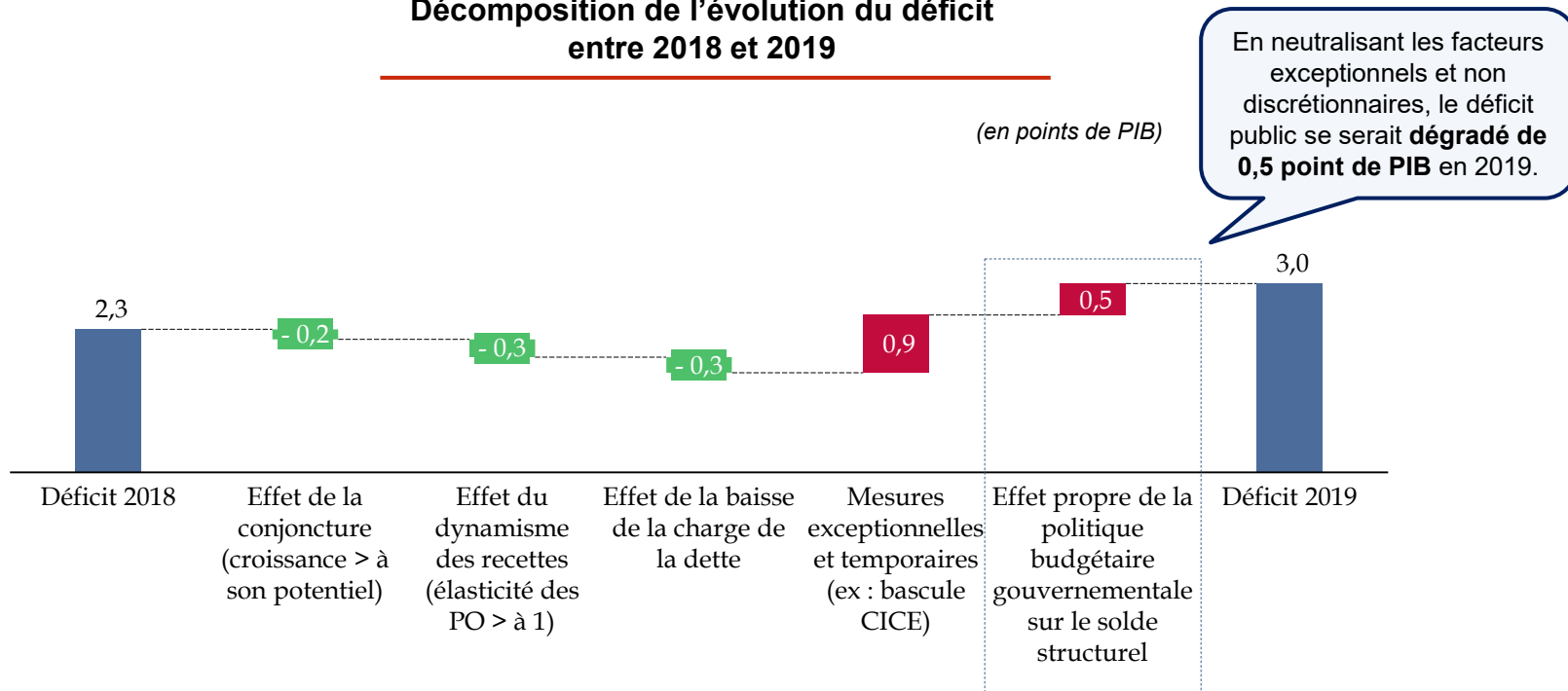


**Une nouvelle occasion manquée  
de redresser les comptes publics**

# Le surcoût temporaire lié à la transformation du CICE ne saurait justifier à lui seul la dégradation du déficit public, compte tenu des facteurs favorables dont a bénéficié le Gouvernement

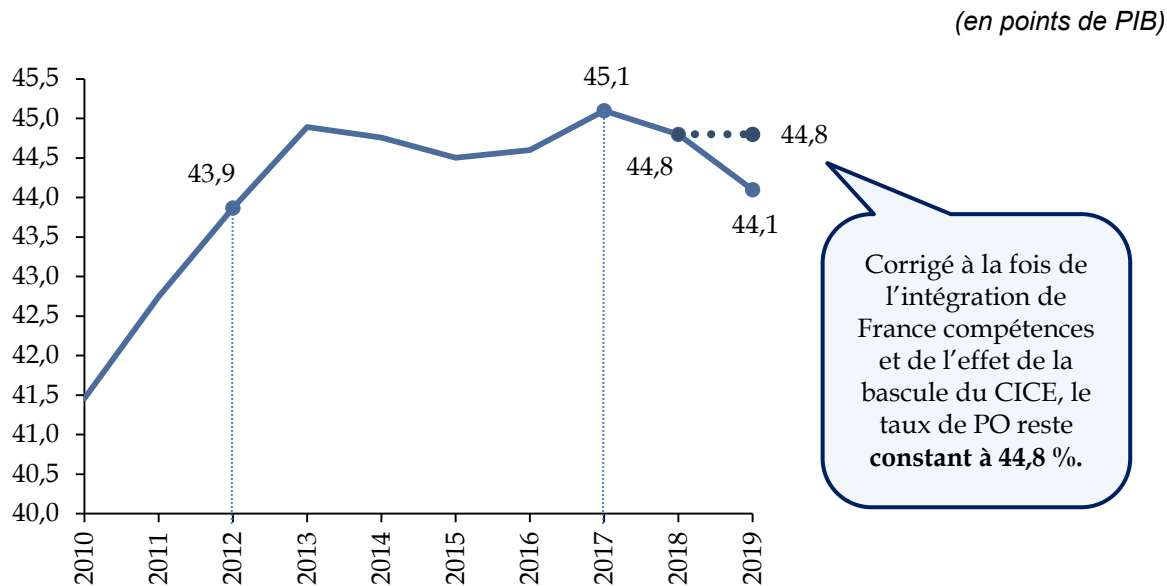
## Décomposition de l'évolution du déficit entre 2018 et 2019

(en points de PIB)



# L'absence de redressement de la situation structurelle des comptes publics ne tient pas à une accélération de la baisse des prélèvements obligatoires...

## Évolution de la part des prélèvements obligatoires dans le PIB

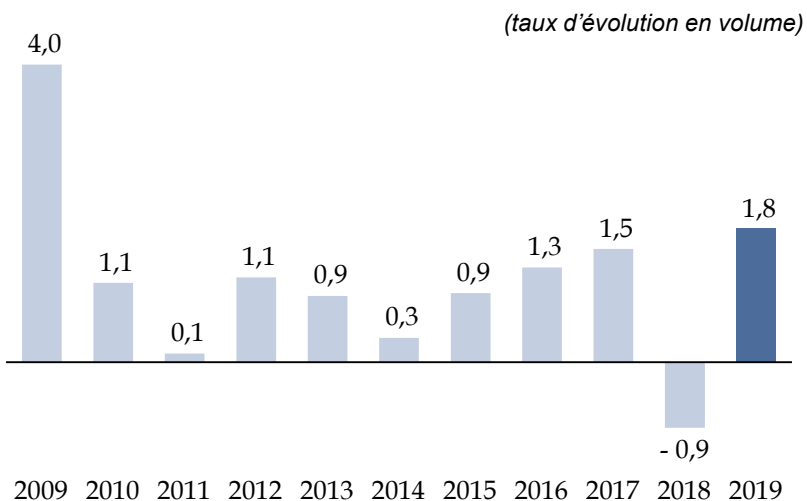


Source : commission des finances du Sénat (d'après l'Insee)



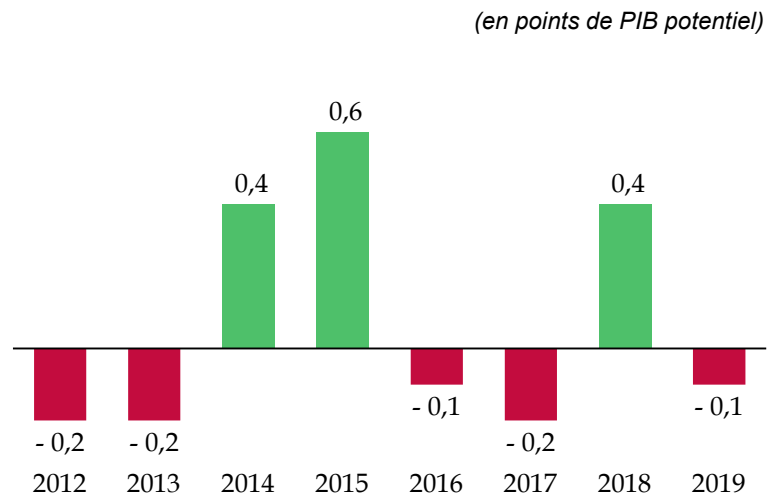
## ... mais à l'absence d'effort de maîtrise de la dépense publique

### Croissance de la dépense publique hors crédits d'impôt



Source : commission des finances du Sénat (d'après l'Insee)

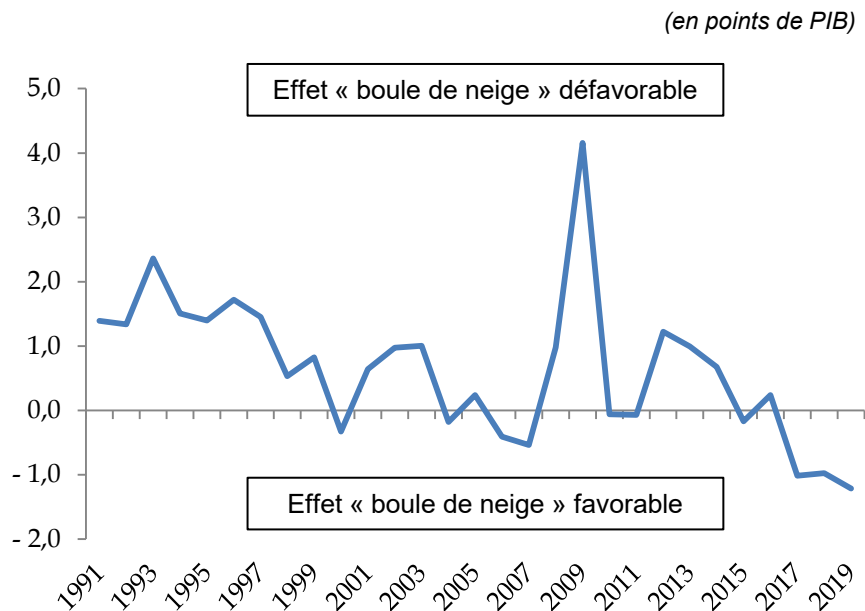
### Effort structurel en dépense hors charge de la dette



Source : commission des finances du Sénat (d'après le Gouvernement)

# L'infléchissement de la trajectoire d'endettement s'en trouve une nouvelle fois différé, en dépit des circonstances historiquement favorables dont a bénéficié le Gouvernement

## Effet « boule de neige » sur l'endettement lié au différentiel entre le taux d'intérêt moyen payé sur la dette et la croissance



Source : commission des finances du Sénat (d'après les données de l'Insee)

## Décomposition de l'évolution de l'endettement de la France depuis 2016

En l'absence d'effet « boule de neige » favorable, le taux d'endettement serait **supérieur de plus de 3 points de PIB** au niveau de 2016.

(en points de PIB)

	2016	2017	2018	2019
<b>Endettement</b>	98,0	98,3	98,1	98,1
<b>Variation de l'endettement</b>	+ 2,4	+ 0,3	- 0,2	0,0
<i>dont : solde primaire</i>	+ 1,8	+ 1,2	+ 0,6	+ 1,5
<i>dont : effet « boule de neige » (différentiel intérêt-croissance)</i>	+ 0,2	- 1,0	- 1,0	- 1,2
<i>dont : ajustement stock-flux</i>	+ 0,3	+ 0,1	+ 0,1	- 0,3

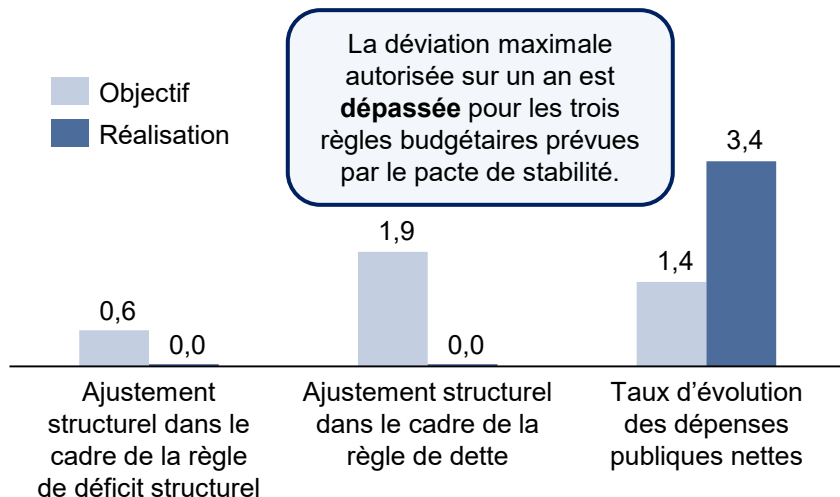
Précision méthodologique : la somme des arrondis peut différer de l'arrondi de la somme.

Source : commission des finances du Sénat (d'après les données Insee)

# La stratégie budgétaire gouvernementale s'écarte significativement des règles budgétaires européennes et des choix budgétaires de nos principaux voisins

## Évaluation du respect de l'effort budgétaire recommandé par le Conseil de l'Union européenne pour 2019

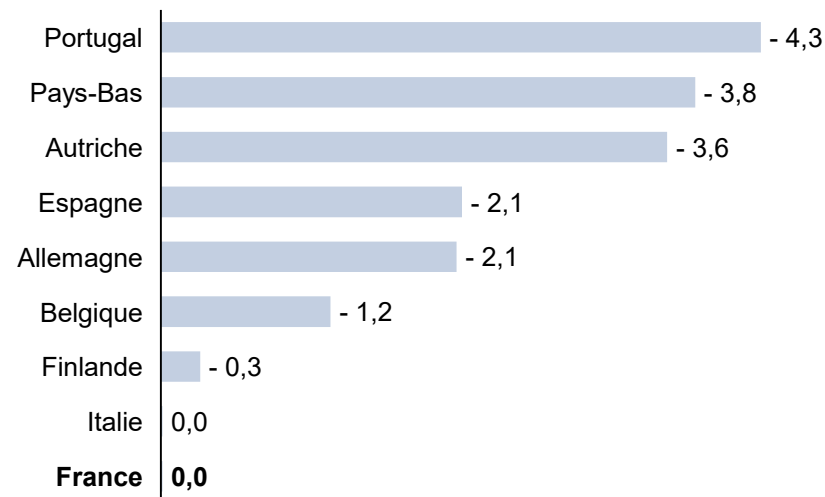
(en points de PIB potentiel, taux d'évolution en %)



Source : commission des finances du Sénat (d'après : Commission européenne, « Assessment of the 2020 Stability Programme for France », 20 mai 2020, p. 15)

## Évolution de la dette publique en 2019 au sein des principaux pays de la zone euro

(en points de PIB)

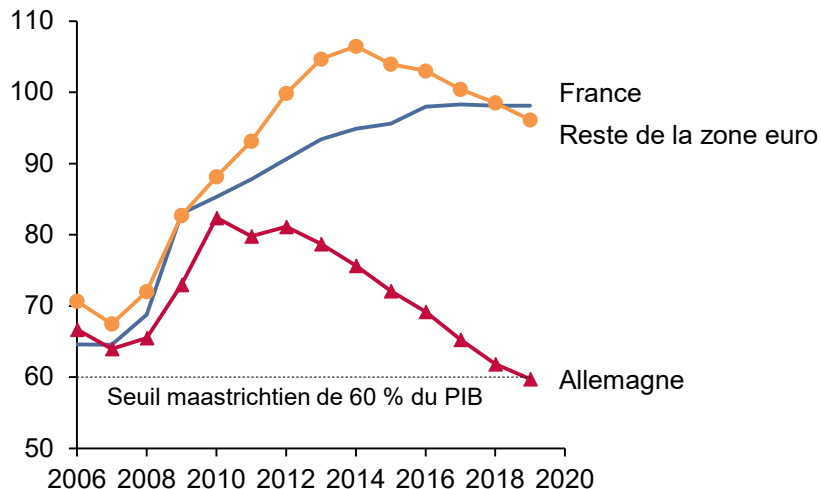


Source : commission des finances du Sénat (à partir des données de la base Ameco de la Commission européenne)

# Une nouvelle fois, la France n'a pas su profiter des phases hautes du cycle économique pour retrouver des marges de manœuvre sur le plan budgétaire

## Évolution de l'endettement au sein de la zone euro entre 2006 et 2019

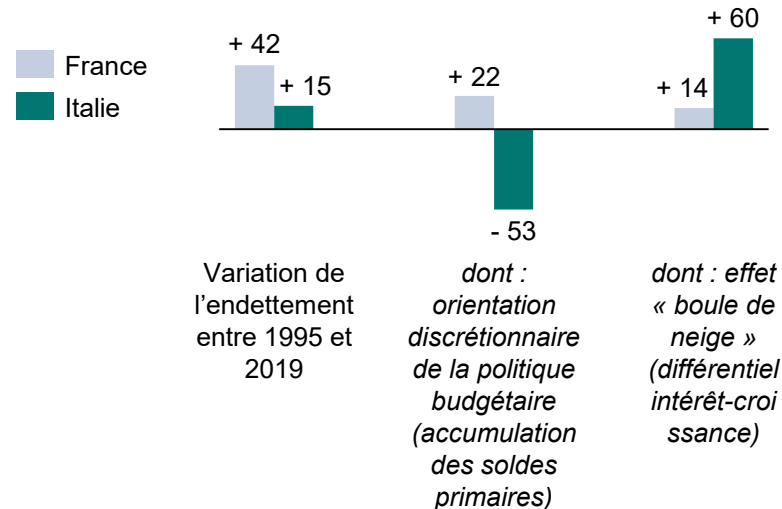
(en points de PIB)



Source : commission des finances du Sénat (à partir des données de l'Insee et de la base Ameco de la Commission européenne)

## Décomposition de l'évolution de l'endettement de la France et de l'Italie depuis 1995

(en points de PIB)



Source : commission des finances du Sénat (à partir des données de la base Ameco de la Commission européenne)



**Une dégradation des comptes publics  
essentiellement portée par l'État**

# L'exercice 2019 permet aux administrations de sécurité sociale de conforter leur excédent, tandis que le déficit de l'État se détériore fortement

## Évolution du solde des différents sous-secteurs des administrations publiques entre 2016 et 2019

---

(en milliards d'euros)

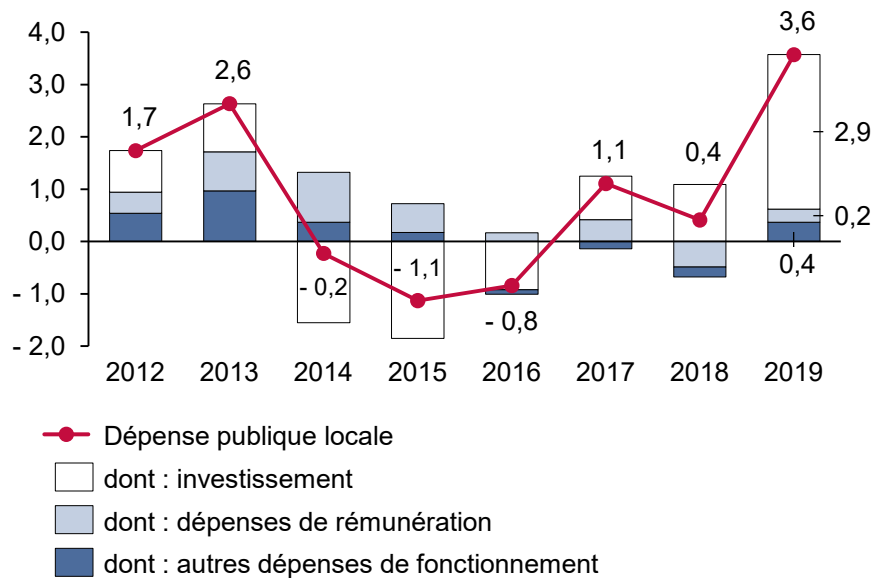
	2016	2017	2018	2019
État	- 75,4	- 69,6	- 65,4	- 83,5
Organismes divers d'administration centrale	- 6,2	- 4,4	- 2,5	- 2,3
Administrations publiques locales	3,0	1,6	2,7	- 0,9
Administrations de sécurité sociale	- 2,2	4,9	11,7	14,1
<b>Ensemble des administrations publiques</b>	<b>- 80,7</b>	<b>- 67,4</b>	<b>- 53,5</b>	<b>- 72,7</b>

Source : commission des finances du Sénat

# L'apparition d'un léger besoin de financement de la sphère locale traduit un rebond bienvenu de l'investissement

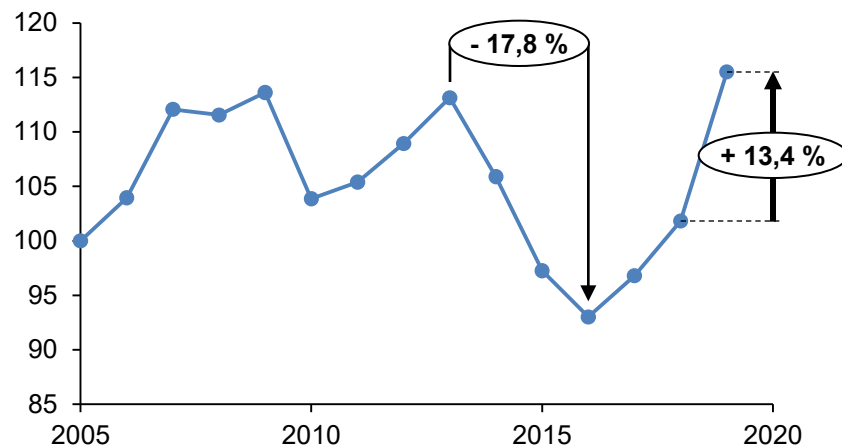
## Décomposition de la croissance en volume de la dépense publique locale

(taux d'évolution en volume, contributions en points de pourcentage)



## Évolution des dépenses d'investissement des administrations publiques locales

(en volume, base 100, 2005=100)



# La sphère sociale conforte son excédent, qui reste néanmoins dépendant de la contribution de la Cades

## Décomposition de l'évolution du solde des administrations de sécurité sociale

(en milliards d'euros)

	2018	2019
Régime général et Fonds de solidarité vieillesse (FSV)	- 1,5	- 2,7
Caisse d'amortissement de la dette sociale (Cades)	14,8	15,9
Fonds de réserve pour les retraites (FRR)	- 1,2	- 1,9
Autres régimes de sécurité sociale	- 0,9	3,0
...dont assurance chômage	- 2,7	- 2,1
...dont régimes complémentaires	2,0	3,3
Organismes dépendant des assurances sociales (Odass)	0,5	- 0,2
<b>Solde</b>	<b>11,7</b>	<b>14,1</b>
<b>Solde hors Cades</b>	<b>- 3,1</b>	<b>- 1,8</b>

Source : commission des finances du Sénat (d'après les données transmises par le Gouvernement)

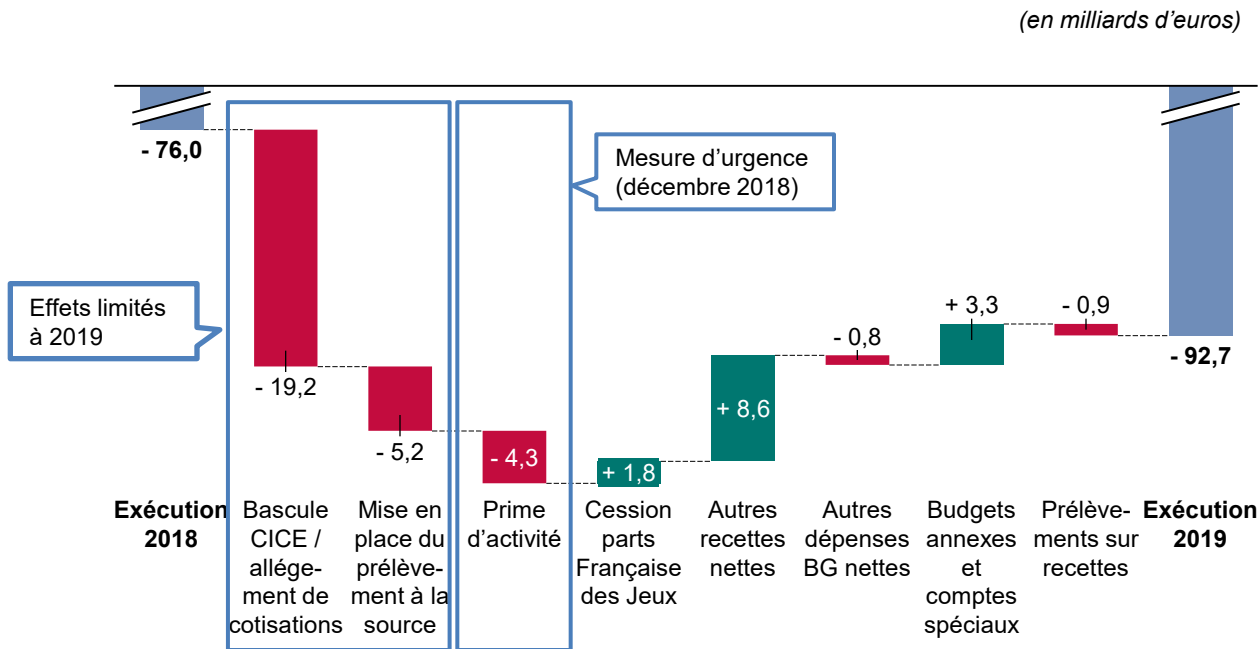




• **Le déficit budgétaire de l'État se dégrade de 16,7 milliards d'euros**

# En l'absence d'effort structurel, les effets transitoires et le plan d'urgence décidé en décembre 2018 dégradent le déficit

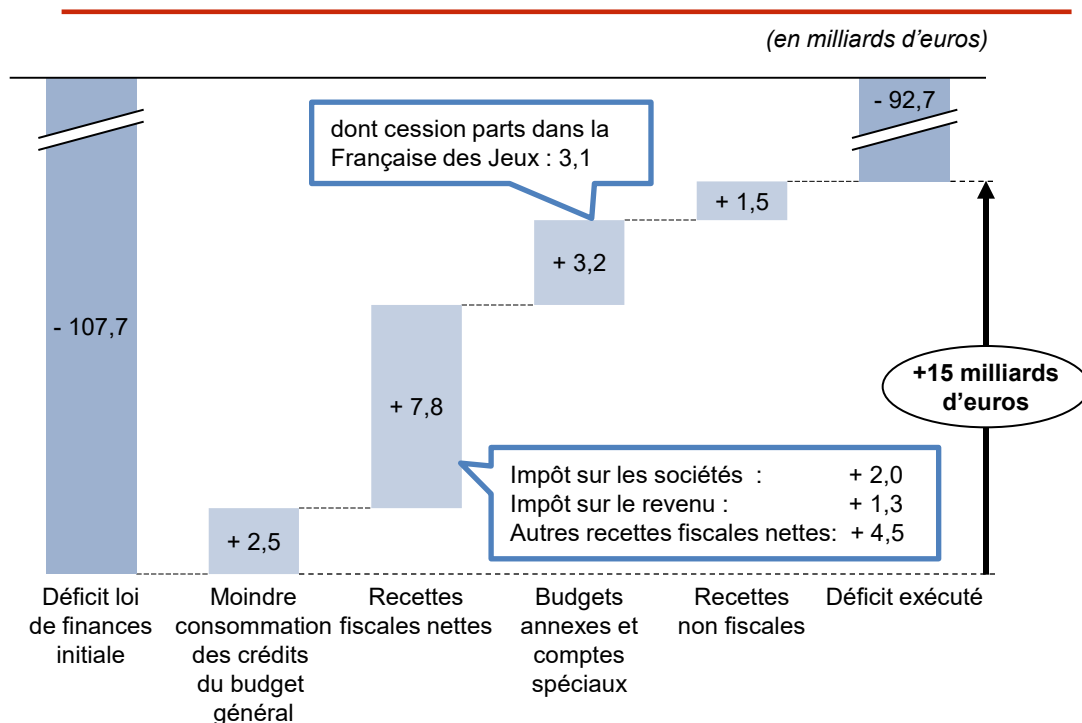
## Décomposition des facteurs d'évolution du solde budgétaire de l'État entre 2018 en exécution et 2019 en exécution



Source : commission des finances du Sénat

# Des recettes meilleures qu'attendu ont amélioré le déficit de 15,0 milliards d'euros par rapport à la prévision

## Décomposition des facteurs d'évolution du solde budgétaire de l'État entre la loi de finances initiale et l'exécution en 2019



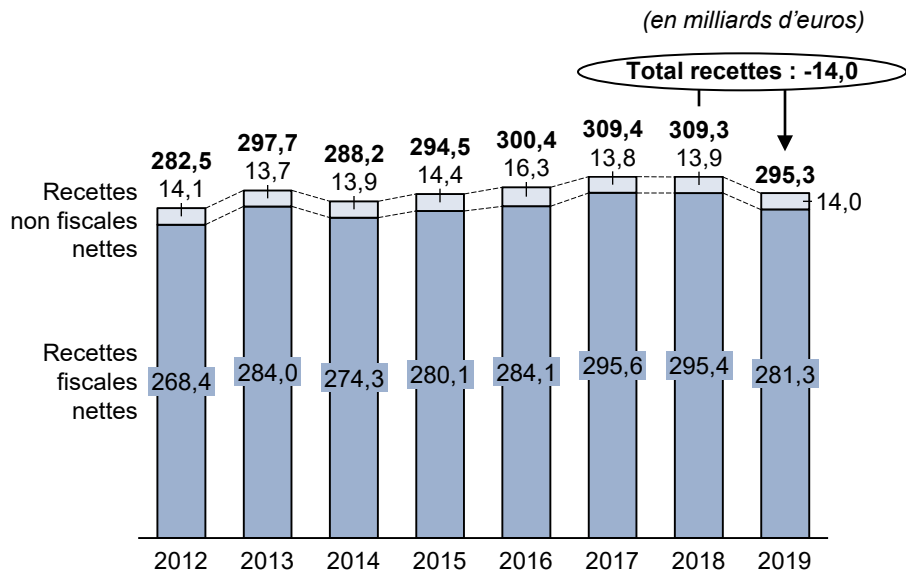
Source : commission des finances du Sénat

The image shows a grand, semi-circular assembly hall, likely the French National Assembly, with a red overlay. The hall features ornate architecture, including a central stage with a clock and a large mural. The text is centered in the foreground.

# La hausse du déficit de 2018 à 2019 résulte de la diminution des recettes fiscales

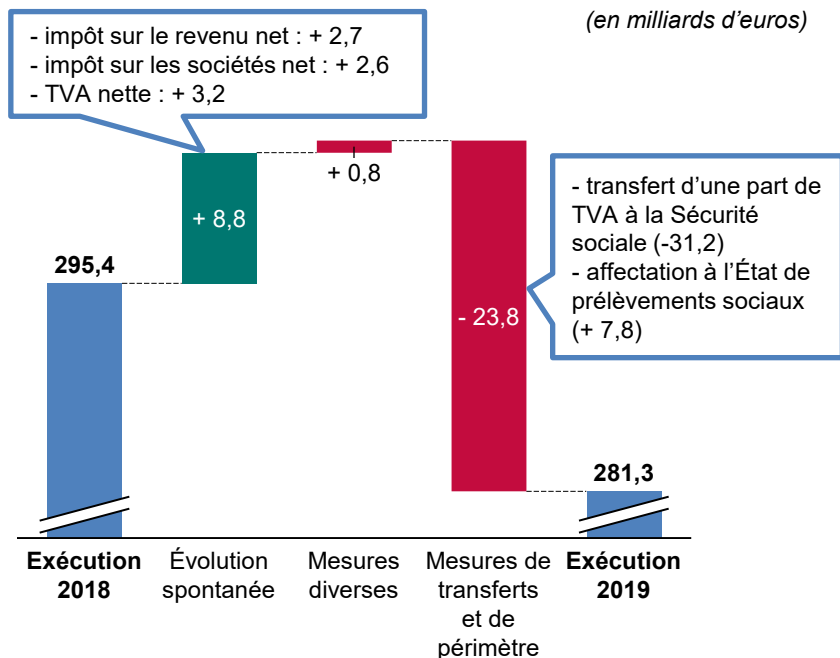
# Les recettes de l'État diminuent de 14 milliards d'euros en raison du transfert d'une part supplémentaire de TVA aux administrations de sécurité sociale

## L'évolution des recettes de l'État



Source : commission des finances du Sénat

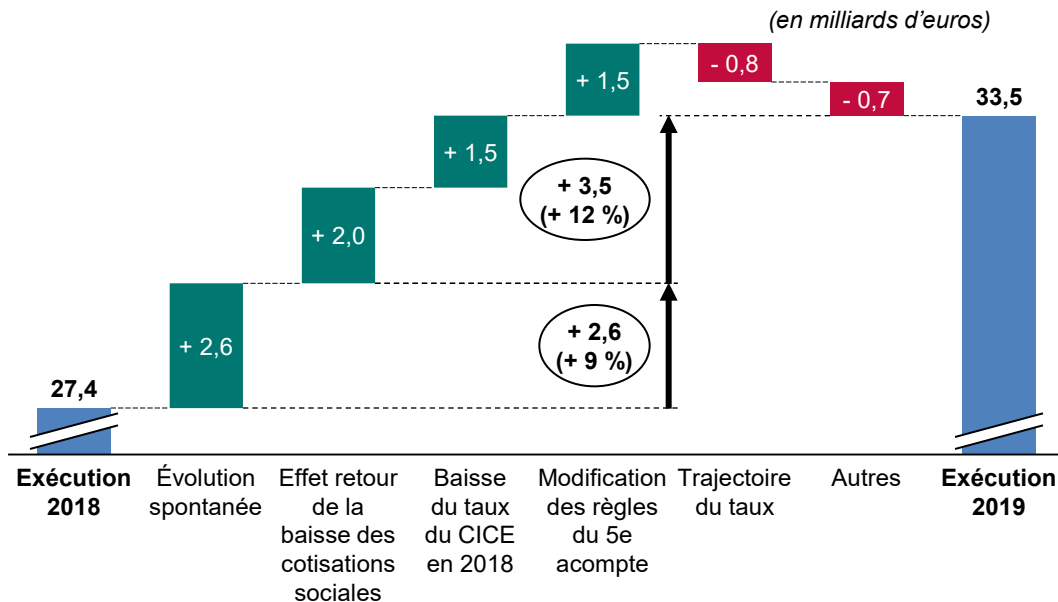
## Les facteurs d'évolution des recettes fiscales nettes entre 2018 et 2019



Source : commission des finances du Sénat

# L'impôt sur les sociétés progresse en 2019 sous l'effet de la croissance comme des mesures nouvelles

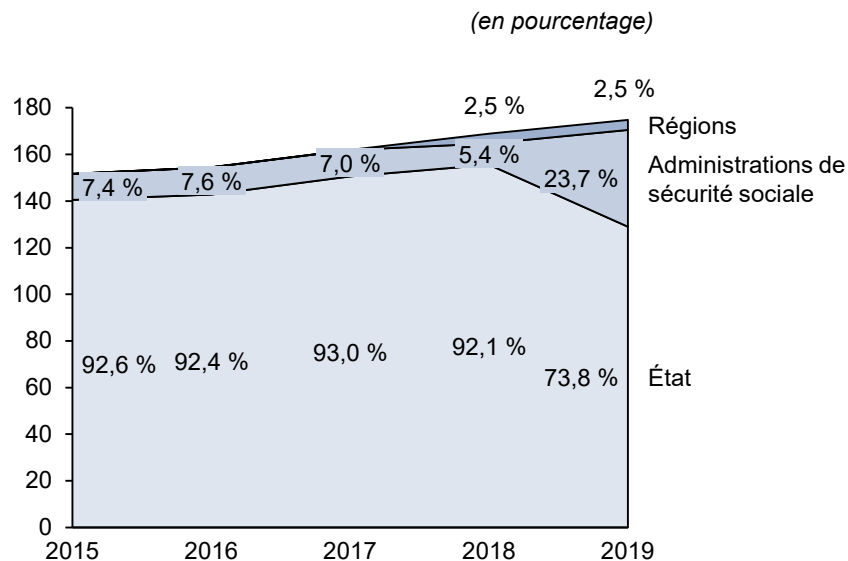
## Décomposition des facteurs d'évolution de l'impôt sur les sociétés net entre 2018 et 2019



Source : commission des finances du Sénat

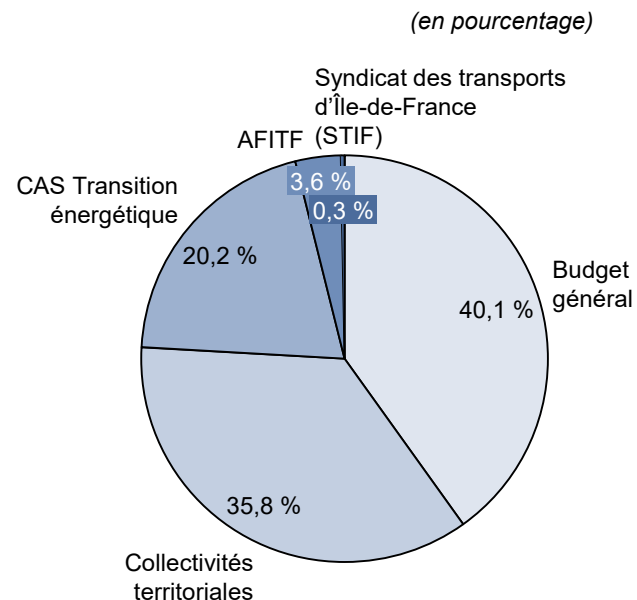
# Les recettes de TVA et de TICPE sont de plus en plus affectées à des personnes autres que l'État

## Évolution de la répartition des recettes de TVA



Source : commission des finances du Sénat

## Répartition des recettes de TICPE

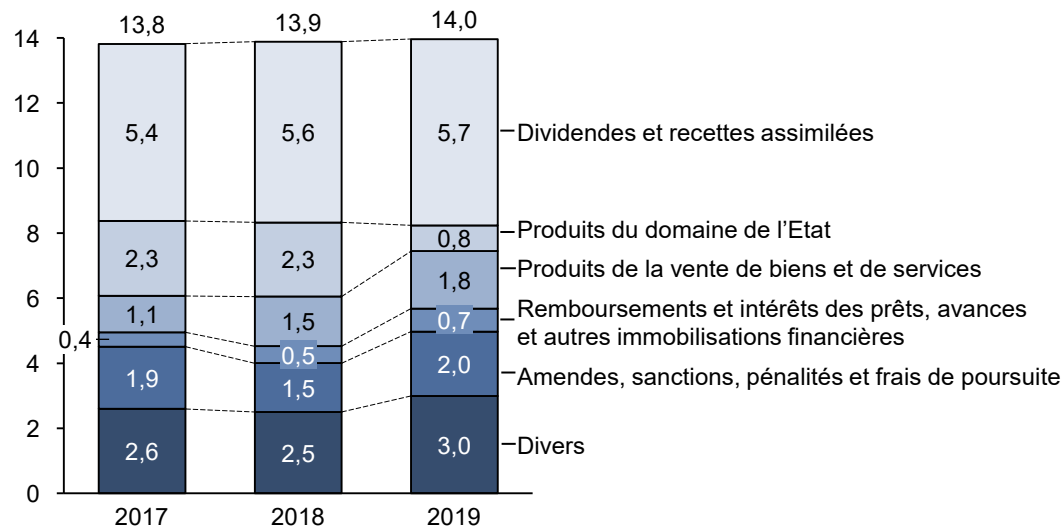


Source : commission des finances du Sénat

# Les recettes non fiscales sont quasi stables, malgré la suppression des loyers budgétaires des ministères civils

## Composition des recettes non fiscales

(en milliards d'euros)



Source : commission des finances du Sénat

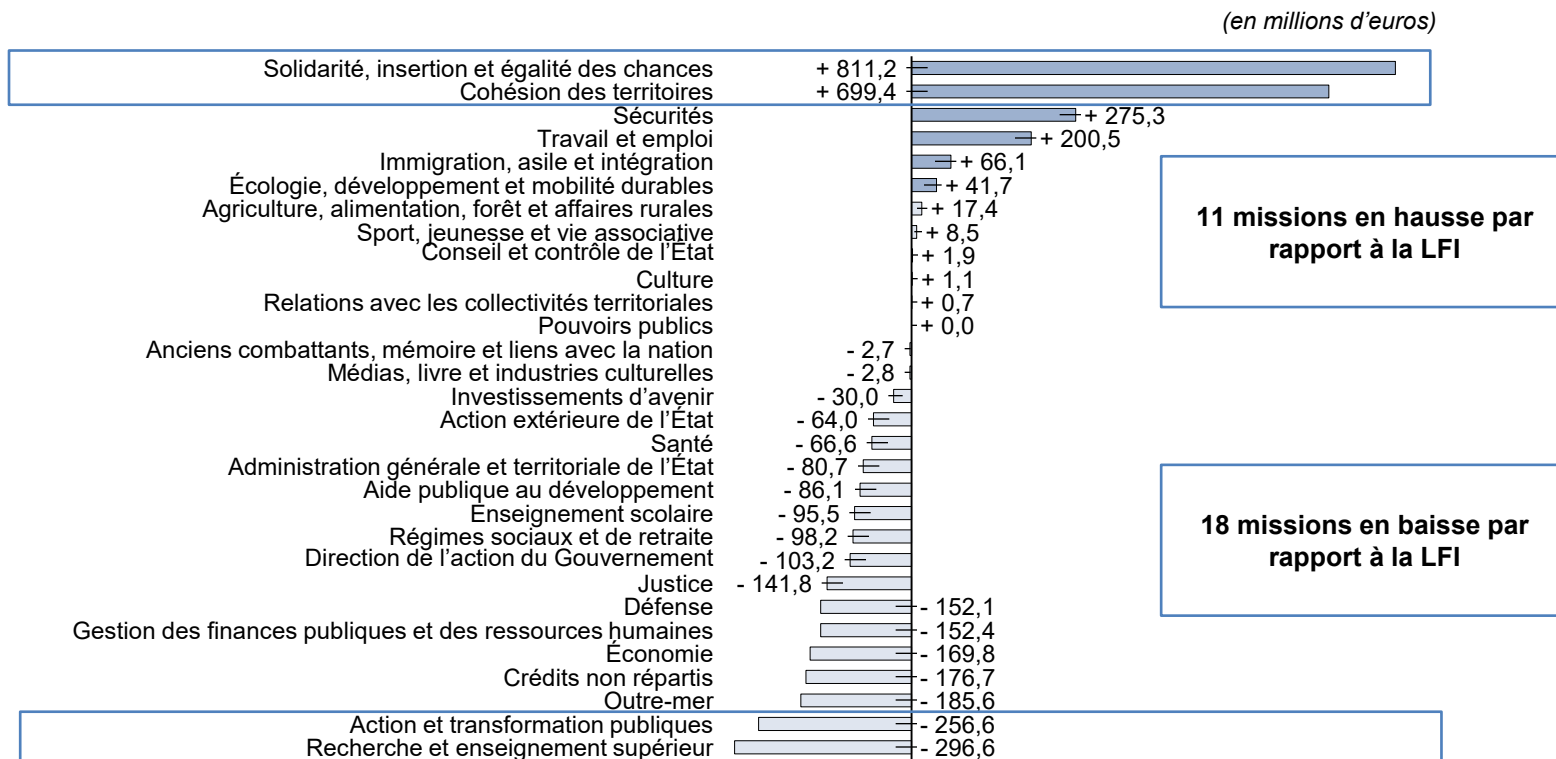




**Les dépenses de l'État augmentent en  
2019 de 2,2 % à champ constant**

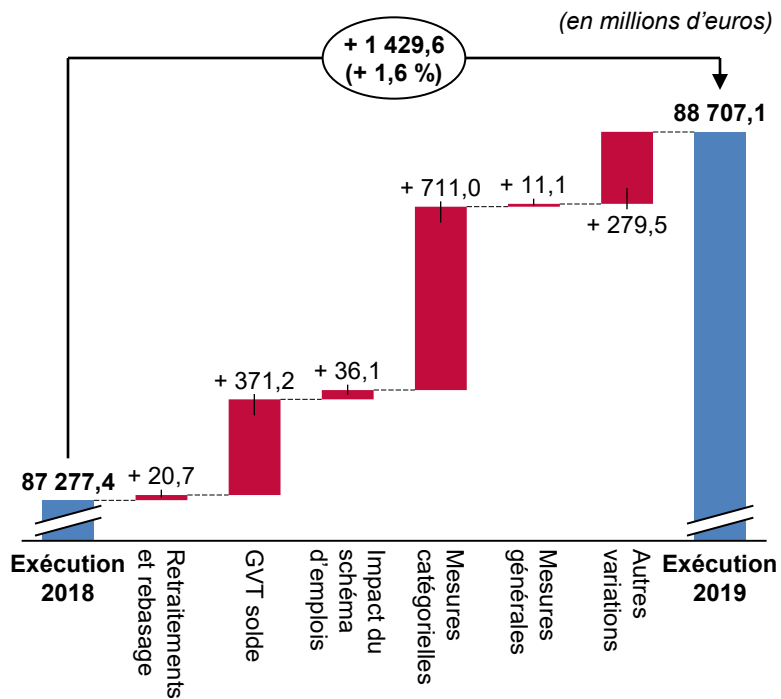
# La conformité d'ensemble de la consommation de crédits à l'autorisation recouvre des évolutions notables selon les missions budgétaires

## Crédits prévus en loi de finances initiale et consommés sur les missions du budget général



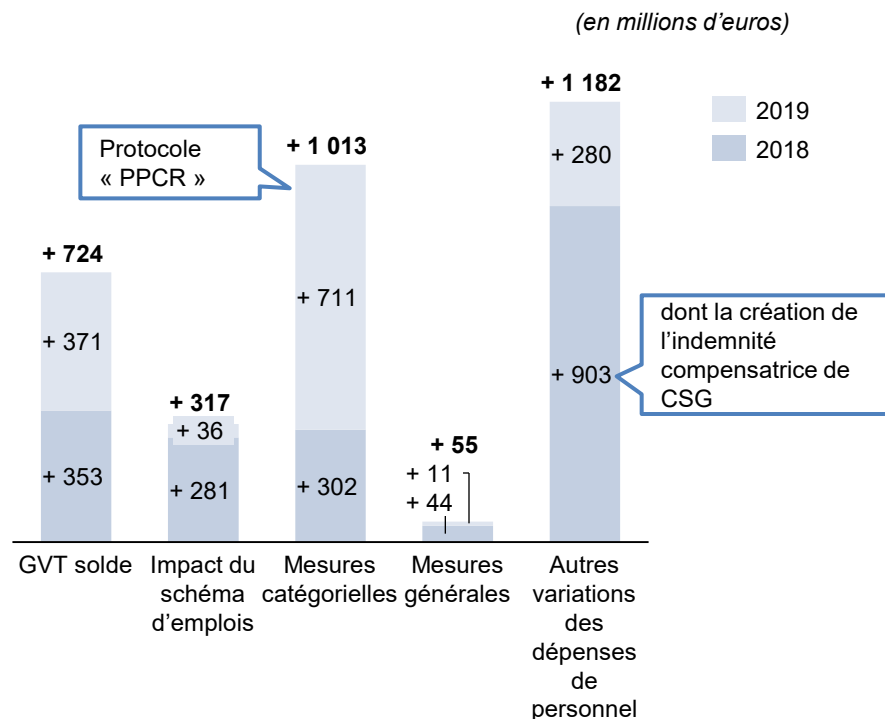
# La masse salariale poursuit son augmentation en 2019 comme en 2018

## Évolution de la masse salariale de 2018 à 2019



Source : commission des finances du Sénat

## Évolution de la masse salariale sur deux ans

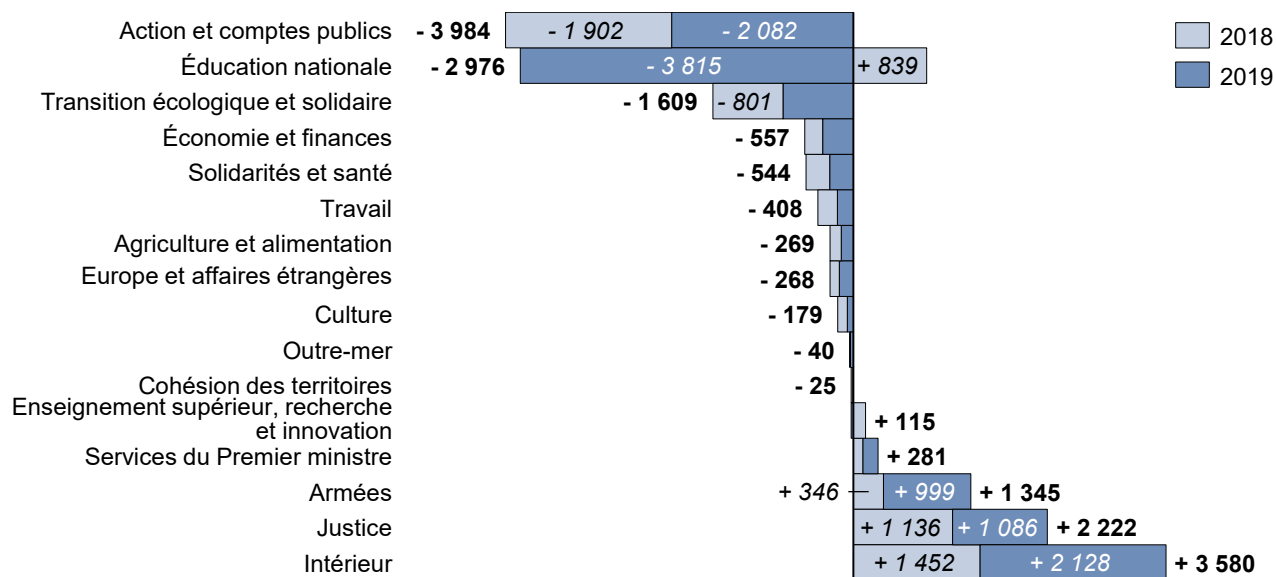


Source : commission des finances du Sénat

# L'administration fiscale et l'éducation nationale supportent la plus grande part des suppressions nettes d'emploi

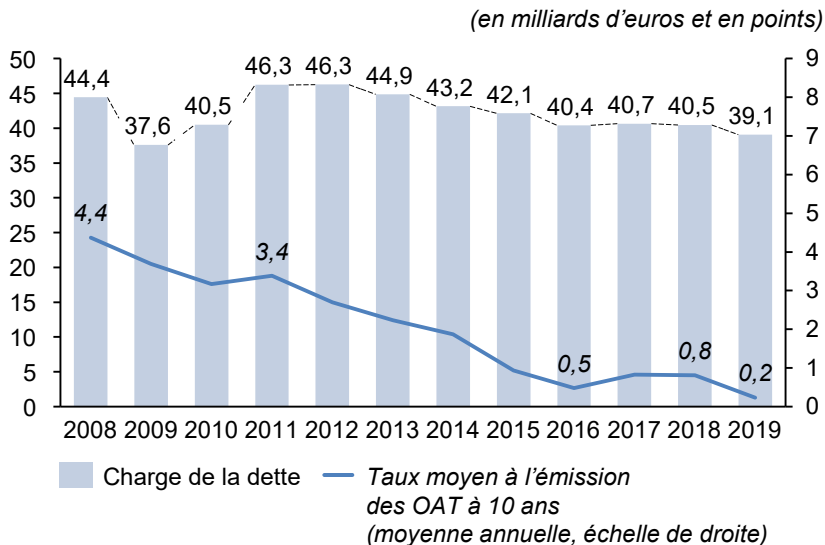
## Réalisation du schéma d'emplois en 2018 et 2019

(en équivalents temps plein)



# La baisse des taux permet une diminution de la charge de la dette et un accroissement des primes à l'émission

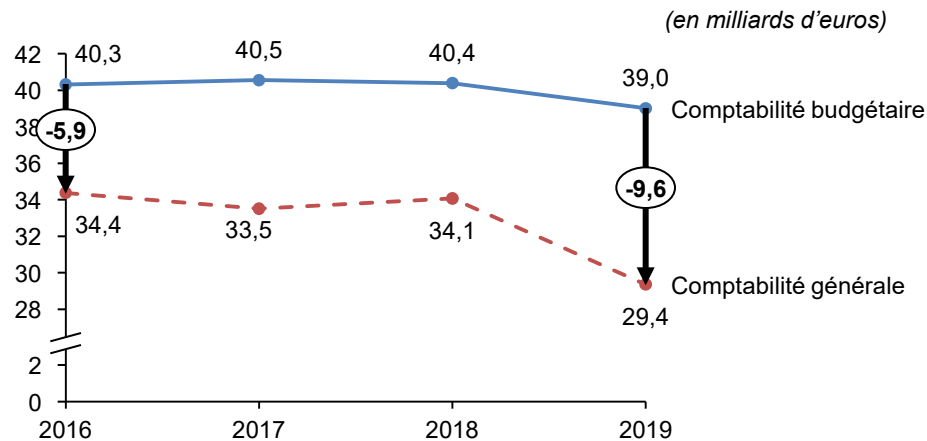
## Évolution de la charge de la dette et du taux moyen à l'émission des OAT à 10 ans



Charge de la dette: crédits de paiement exécutés sur l'action 01 « Dette » du programme 117 « Charge de la dette »

Source : commission des finances du Sénat, à partir des documents budgétaires et du rapport annuel de performance « Engagements financiers de l'État ».

## Évolution de la charge de la dette en comptabilité budgétaire et générale

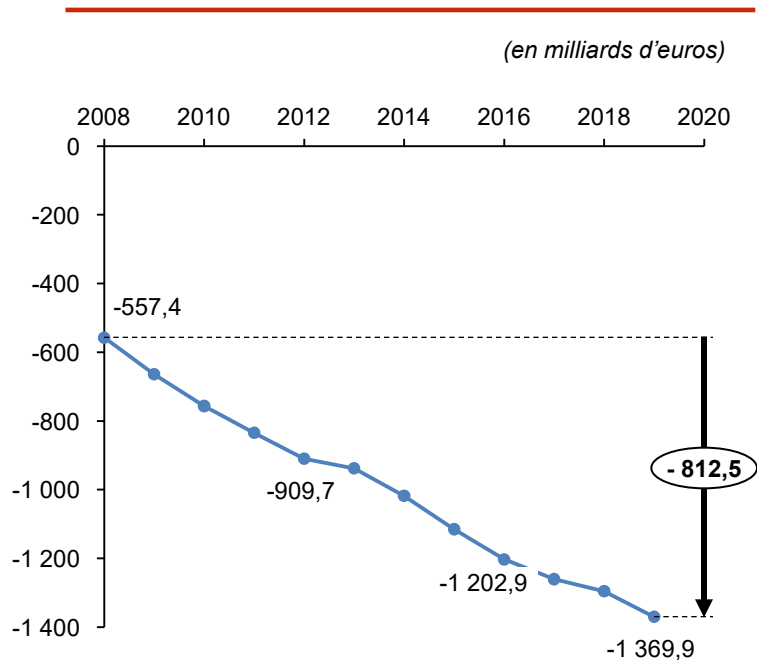


Charge de la dette : charge des OAT et BTf (dette négociable au sens strict)

Source : commission des finances du Sénat, données du rapport annuel de performance « Engagements financiers de l'État ».

# Les données de la comptabilité générale confirment la dégradation de la situation de l'État

## Évolution de la situation nette de l'État



Source : commission des finances du Sénat



# Projet de loi de règlement pour 2019

Albéric de Montgolfier, rapporteur général

Commission des finances

Mercredi 17 juin 2020

